

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers intéressés,

Après la réforme de l'UE du secteur laitier, le moment est désormais venu de faire le point sur les conséquences du paquet laitier pour les producteurs laitiers et de voir comment la situation a évolué et quels problèmes persistent. Dans le cas des éleveurs laitiers croates, l'adhésion de leur pays à l'UE apporte son lot de changements. L'énorme pression des coûts que subissent les éleveurs dans leurs petites exploitations demeure toutefois inchangée.

En Espagne, depuis le début de la crise financière, les bénéfices de toute la filière laitière se sont effondrés. Cette chute affecte cependant plus durement les producteurs que la distribution et les laiteries. Lors d'une grande conférence réunissant tous les maillons de la filière au mois de mai, un débat a été entamé, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, en vue de trouver de possibles remèdes. Toutefois, sans un regroupement effectif des producteurs, il ne se profile pour les exploitations laitières aucune augmentation sensible des prix.

La situation en Suisse est contrastée. A la suite de la catastrophique abolition des quotas, dont les effets se font aujourd'hui toujours ressentir, les prix du lait connurent une hausse momentanée. Dans un même temps, il est désormais question d'une ouverture totale de la filière laitière au marché de l'UE et une telle décision renforcerait encore la pression concurrentielle s'exerçant sur les éleveurs laitiers helvétiques.

Et pendant ce temps, les discussions se poursuivent au niveau européen. Ainsi, la Commission a publié un livre vert sur les pratiques commerciales déloyales, à la rédaction duquel l'EMB a également participé.

Le paquet laitier prévoit qu'en 2014 et en 2018, un relevé des données concernant la situation sectorielle soit réalisé afin de pouvoir réagir de manière appropriée aux effets indésirables dudit paquet. Dans ce cadre, le Commissaire à l'Agriculture, Dacian Cioloș, convie les acteurs à participer, le 24 septembre, à une conférence sur l'avenir du marché du lait dans l'Union européenne au-delà de 2015. Le European Milk Board assistera à cet événement en compagnie de participants issus de presque tous les pays où l'EMB compte des membres. Il y présentera une étude scientifique mettant en lumière les répercussions de l'abolition des quotas dans l'UE et ouvrant des pistes vers des solutions efficaces.

Même s'il convient de constater qu'une légère progression des prix affaiblit la mobilisation des agriculteurs, de nombreuses associations affiliées à l'EMB se sont déjà déclarées prêtes à entamer de nouvelles actions. Si, au lendemain de la conférence du mois de septembre, la Commission européenne ne met aucune nouvelle proposition sur la table, nous battons à nouveau le pavé.

L'EMB revendique des prix rémunérateurs ainsi qu'une rémunération équitable des producteurs. Nous ne sommes pas un syndicat agricole comme les autres, nous exigeons de nouvelles règles : *le temps où l'on se perdait en palabres sera bientôt révolu !*

Erwin Schöpges (Membre du comité directeur de l'EMB)

La production laitière en Croatie

Le 1er juillet 2013 la Croatie a rejoint l'Union européenne et est devenu ainsi le 28^e État membre. Le secteur agricole de la Croatie se caractérise en grande partie par des petites structures, avec une moyenne de seulement six vaches par exploitation laitière. L'organisation de producteurs laitiers HSUPM est le membre croate du European Milk Board (EMB).

Selon les données publiées par la plateforme en ligne Agrarmarkt Austria il n'y aurait actuellement en Croatie plus que 4500 exploitations laitières. Le nombre de producteurs laitiers a effectivement fortement diminué dû à l'endettement important des exploitations. Pour cette raison eut lieu en 2012 une grève du lait accompagnée de protestations qui ont duré plusieurs jours. Les producteurs souhaitent ainsi exprimer leur désaccord par rapport aux prix du lait pratiqués par les laiteries. Les agriculteurs revendiquaient un prix du lait de 45 centimes par litre, largement supérieur au prix d'environ 32 centimes payé par les laiteries.

En Croatie, environ 78 % du lait sont produits pour la consommation intérieure et sont transformés par 40 laiteries. La plus grande laiterie, Dukat, fait partie du groupe français Lactalis. Étant donné que le lait doit être collecté dans un grand nombre de petites exploitations, les laiteries font parfois face à d'importants problèmes logistiques.

Au premier trimestre 2013 environ 132 000 tonnes de lait ont été collectées. Par rapport à la même période de l'année précédente, ce chiffre représente une diminution de 17 %. Une partie importante du lait est transformée en produits laitiers tels que le lait de consommation, les produits laitiers frais et la crème fraîche. Les laiteries croates produisent également du fromage et un peu de beurre. La production de lait en poudre ne joue quant à elle pas un rôle important. La Croatie importe également des produits laitiers d'autres pays de l'Union européenne, comme par exemple du lait de consommation et des produits frais.

Regina Reiterer (EMB)

Déclaration importante de plusieurs États membres de l'UE sur la révision des prix de référence dans le secteur agricole

En mars, la déclaration suivante a été faite par 11 États membres de l'UE dans le cadre des négociations sur la PAC:

La réduction de la volatilité extrême des prix des produits agricoles représente un défi majeur pour l'avenir de la PAC. Devant le fait que cette volatilité augmente, le filet de sécurité joue un rôle de plus en plus important dans sa fonction d'instrument atténuant cette volatilité.

Nous reconnaissons néanmoins que le filet de sécurité ne doit pas affaiblir l'orientation de la PAC vers le marché.

Les États membres suivants – Belgique, Espagne, Pologne, Hongrie, Roumanie, Slovaquie, Croatie, Autriche, Bulgarie, France, Luxembourg - se sont prononcés en faveur d'un mécanisme d'ajustement approprié pour la révision du prix de référence, afin d'assurer le maintien d'un filet de

sécurité efficace et de prendre en compte les spécificités des différents produits et coûts de production.

Sans un tel mécanisme, le filet de sécurité deviendrait de moins en moins efficace et ne serait finalement plus à même de remplir ses objectifs.

Erwin Schöpges (MIG)

La Suisse à la recherche de lait

La baisse de la production laitière en Suisse continue de mois en mois. Le prix à la production pour le lait industriel vient d'augmenter légèrement en juin, pour la première fois depuis longtemps. Cependant, aucun producteur ne reçoit le prix indicatif de 57,50 centimes, qui est décidé par le secteur et communiqué dans les médias. De plus, un grand nombre de producteurs est toujours contraint à vendre du lait B pour un prix inférieur à 48,30 centimes. Les fromageries qui cessent la production de fromage pendant les mois d'été, lorsque la production laitière est moindre, et vendent leur lait au plus grand industriel laitier en Suisse, EMMI, sont payées 60 centimes par litre de lait.

Mais maintenant un nouveau mal plane sur le destin des producteurs. Le Parlement suisse a demandé au Conseil fédéral de rédiger un rapport sur les conséquences d'une ouverture totale, dans le secteur laitier, de la frontière avec l'UE.

L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) vient dès lors d'envoyer aux différents acteurs du secteur un questionnaire. Notre organisation BIG-M, l'une des deux organisations membres de l'EMB en Suisse, a également reçu un tel questionnaire. Les questions qui y figurent laissent facilement deviner qu'au fond la décision a déjà été prise. Il s'agit uniquement encore de proposer des mesures d'accompagnement.

Ledit document ne contient aucune question quant aux graves conséquences d'une concurrence accrue dans le secteur de la production laitière, c.à.d. les conséquences pour les familles d'agriculteurs, pour les animaux, la sécurité alimentaire des consommateurs, pour l'écologie et pour le tourisme. Les conséquences d'une concurrence accrue dans la production laitière ne se limitent plus qu'au secteur-même. Elles concernent l'ensemble de la société. C'est pour cette raison que pour notre organisation BIG-M il est indispensable que le plus grand nombre possible d'organisations de la société civile prennent position sur ce sujet.

Le BIG-M a des raisons de douter que les accords de libre-échange de lait avec l'UE ne soient sérieusement remis en question. Le questionnaire ne semble plutôt guère avoir une autre fonction que celle d'un alibi (coûteux). Le résultat en sera au mieux - cela ressort du questionnaire déjà maintenant - une sollicitation d'importants fonds pour toute une série de mesures d'accompagnement. Des mesures qui apporteront peu, mais qui coûteront chères.

Werner Locher (BIG-M)

Livre vert sur les pratiques commerciales déloyales

La Commission européenne s'est penchée sur le thème du pouvoir au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire et a publié en début d'année un livre vert consacré aux « pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et non-alimentaire »

interentreprises en Europe ». Actuellement, des différences marquées distinguent les Etats-membres dans ce domaine alors qu'il n'existe aucun cadre régulateur européen spécifique pour lutter contre les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire. Le livre vert entend récolter l'avis des acteurs concernés et de lancer une discussion sur les modalités d'une éventuelle instauration de conditions qui permettent un fonctionnement correct du marché.

Le livre vert soulève au total vingt-cinq questions sur des points tels que la définition des pratiques commerciales déloyales, les répercussions particulièrement négatives des pratiques commerciales déloyales sur la chaîne alimentaire ainsi que le cadre juridique actuel de lutte contre de telles pratiques. Il contient également des questions au sujet de propositions concrètes d'amélioration qui pourraient s'appliquer à différents maillons et dans divers secteurs de la chaîne alimentaire.

Dans sa réponse détaillée et étayée par des exemples tirés de la réalité, le European Milk Board a pris position sur ces questions. L'EMB est d'avis qu'il est impératif de mettre au point des instruments légaux contraignants partout en Europe afin d'endiguer les pratiques commerciales déloyales. Dans une étape ultérieure, la Commission publiera un résumé des résultats de la consultation.

L'avis détaillé du European Milk Board en réponse au livre vert peut être consulté en version allemande sur le site internet de l'EMB :

<http://www.europeanmilkboard.org/de/emb/positionen.html>. Les réponses de l'EMB sont surlignées en bleu.

Regina Reiterer (EMB)

Journée mondiale du lait 2013 : Conférence de la filière laitière espagnole à Madrid

L'ensemble de la filière du lait en Espagne (producteurs, industrie, distribution et administration) s'est retrouvé à Madrid le 31 mai 2013 dans le but de faire le point sur la situation du secteur laitier qui occupe une place stratégique pour le pays. La rencontre, à laquelle l'OPL, membre affilié à l'EMB, avait convié, fut organisée en marge de la journée mondiale du lait, un événement fêté le 1er juin depuis 2001 dans plus de 80 pays.

Les représentants des divers maillons de la filière profitèrent de l'occasion pour exprimer leur point de vue sur la situation du secteur. Aujourd'hui, la filière du lait affiche, dans son ensemble, un bilan négatif dont les conséquences pèsent lourdement surtout sur les producteurs. Depuis le début de la crise, le bénéfice net a reculé d'environ 16% pour les producteurs, plus ou moins 3% pour l'industrie et aux alentours de 4% pour la distribution.

Le représentant du Ministère de l'Agriculture espagnol, José Miguel Herrero, exposa, dans son allocution, les mesures gouvernementales destinées à restaurer l'équilibre de la filière et à augmenter la valeur ajoutée du lait. Dans cet esprit, M. Herrero rappela que depuis plus de deux ans, le Ministère de l'Agriculture agit en qualité de médiateur entre les maillons de la chaîne dans le but de renforcer la position des producteurs.

La distribution, le maillon le plus fort de la filière, était représentée par Aces, Anged et Asedas. Ces trois organisations s'avouèrent particulièrement préoccupées par le recul constant, depuis 2008, de la consommation de lait et de produits laitiers ainsi que des dépenses alimentaires en général.

Ignacio García Magarzo de la fédération commerciale Asedas affirma cependant aussi que le secteur laitier était devenu une priorité politique et que cette évolution était à mettre au crédit de

l'ensemble des acteurs. Il ajouta qu'ainsi de meilleures informations étaient disponibles pour une analyse plus pertinente et une organisation plus transparente de la filière laitière.

Le représentant de la fédération de l'industrie laitière (*Federación Nacional de Industrias Lácteas*), Luis Calabozo, souligna quant à lui la nécessité de répondre au-moins à la demande intérieure espagnole sur un marché libéralisé au-lendemain de l'abolition des quotas en 2015 et d'améliorer, en outre, les exportations.

Pour les éleveurs laitiers, ces pistes n'apportent aucune solution aux difficultés actuelles causées par les prix qui, depuis bien des années, ne couvrent plus les coûts de production. Fernando Sainz de la Maza, administrateur délégué de l'OPL, membre espagnol de l'EMB, et Fernando de Antonio, directeur du département Elevage de la Confédération des Coopératives agricoles (*Cooperatives Agrarias*), insistèrent, de leur côté, sur la nécessité d'un regroupement des producteurs laitiers au sein d'une seule et même organisation dans le but de pouvoir négocier avec les laiteries un prix raisonnable pour les éleveurs. Actuellement, le prix du lait en Espagne avoisine, en moyenne, 32 centimes le kilo. En dépit de l'augmentation par rapport à l'année précédente, les prix actuels ne suffisent pas, loin s'en faut, à garantir la survie des exploitations laitières.

Astrid Sauvage (EMB)

Calendrier du EMB

Liste des grands rendez-vous au calendrier du comité exécutif de l'EMB en juillet 2013 :

- 4.09 : Audience européen sur la volatilité des prix sur les marchés agricoles au Parlement européen, Bruxelles
- 5.09 : Réunion du Comité directeur, Bruxelles
- 10.09 : Présentation de l'étude sur les coûts de la production laitière en France, Rennes
- 24.09 : Conférence de la Commission européenne sur la politique laitière, Bruxelles

Contact :

EMB – European Milk Board, Bureau
Bahnhofstraße 31, D – 59065 Hamm, Allemagne
Tél.: 0049 – 2381 – 4360495
Fax: 0049 – 2381 – 4361153

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org